

VISITEZ-NOUS SUR LE WEB
WWW.
bloquebécois
.org



Allez-y! Vous y trouverez une abondance d'extraits vidéo et audio vous présentant les moments forts des interventions des députées et députés du Bloc Québécois : questions à la Chambre des communes, conférences de presse, points de presse du chef, Gilles Duceppe.

En d'autres occasions, les députés du Bloc Québécois vous interpellent directement pour vous expliquer l'essence de leurs interventions.

Vous retrouverez également de l'information sur tous les dossiers d'action du Bloc Québécois.



BULLETIN DE LIAISON **Le Tour du Bloc**

VOLUME XIV | N° 36 | LE JEUDI 6 DÉCEMBRE 2007

Les surplus pourraient atteindre 111 milliards \$ en 5 ans

Le Bloc Québécois propose un grand ménage des finances publiques

« Les surplus fédéraux déclarés cette année par les conservateurs ne constituent encore une fois que la pointe de l'iceberg. Au cours des cinq prochaines années, c'est ainsi un minimum de 69 milliards \$ qui seront enregistrés par le gouvernement fédéral au chapitre des surplus. Ces surplus pourraient même s'élever à quelque 111 milliards \$ en autant que le gouvernement fédéral ait la volonté de faire le ménage qui s'impose au sein de sa bureaucratie », a déclaré le porte-parole du Bloc Québécois en matière de Finances et député de Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, Paul Crête.

Accompagné du vice-président du Bloc Québécois, Jacques Léonard, Paul Crête a lancé les consul-

tations prébudgétaires qui mèneront les représentants du Bloc Québécois aux quatre coins du Québec au cours des prochaines semaines. Les représentants du Bloc Québécois ont présenté un plan combinant des mesures de réduction des dépenses bureaucratiques fédérales de 32 milliards \$ au cours des cinq prochaines années, ainsi que des mesures fiscales et budgétaires qui permettraient de gonfler les revenus fédéraux de près de 10 milliards \$ au cours de la même période. Ces mesures dégageraient ainsi une marge de manœuvre supplémentaire de 42 milliards \$ en cinq ans, sans devoir couper un seul poste au sein de l'appareil fédéral.

» VOIR PAGE SUIVANTE

Comment Ottawa devrait dépenser VOTRE argent ?

69 milliards \$

MARGE DE MANOEUVRE

MINIMALE

SI OTTAWA FAISAIT LE MÉNAGE :

111 milliards \$



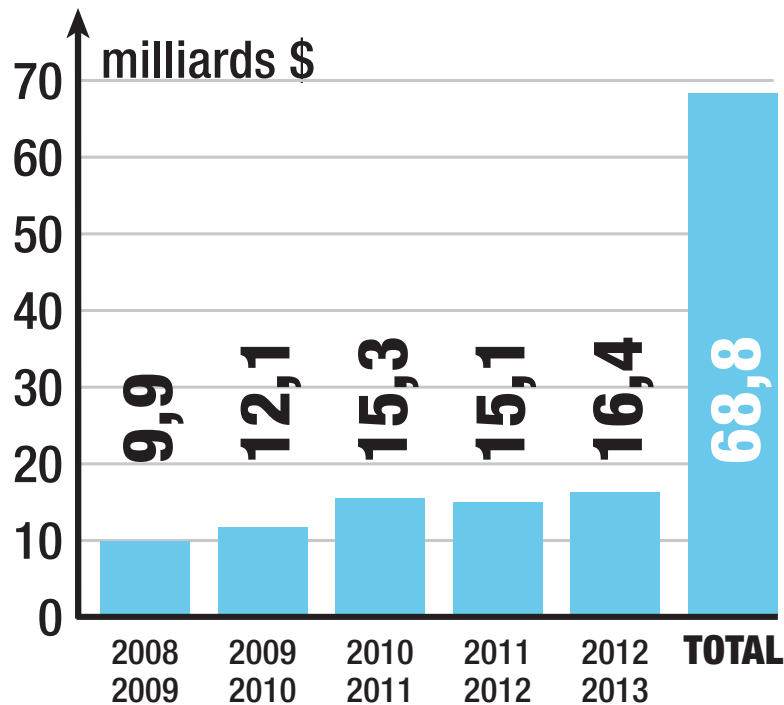
2008-2013

Surplus fédéraux

« SUITE DE L'ARTICLE EN P. 1

« Contrairement au gouvernement qui a choisi depuis longtemps de cacher les surplus pour imposer ses propres vues, le Bloc Québécois a toujours eu l'habitude de présenter des prévisions budgétaires extrêmement précises. Nous sommes ainsi en mesure de dire que le gouvernement fédéral réalisera au cours des cinq prochaines années des surplus largement supérieurs aux 32 milliards \$ annoncés par le ministre Flaherty. On parle de surplus qui pourraient s'étendre jusqu'à 111 milliards \$, un montant immense qui offre aux Québécois et aux Canadiens les moyens de réaliser plusieurs de leurs priorités si nous parvenons à briser la pratique malsaine et antidémocratique qui s'est installée à Ottawa », a repris Jacques Léonard.

« La réalité actuelle, c'est qu'Ottawa nage tellement dans les surplus qu'il ne pense même pas à faire le ménage dans les finances publiques. Les principales coupes qu'il a pratiquées, dans les programmes destinés à la promotion du statut de la femme par exemple ou à la défense des droits des minorités, n'étaient absolument pas néces-



« **Contrairement au gouvernement qui a choisi depuis longtemps de cacher les surplus pour imposer ses propres vues, le Bloc Québécois a toujours eu l'habitude de présenter des prévisions budgétaires extrêmement précises. Nous sommes ainsi en mesure de dire que le gouvernement fédéral réalisera au cours des cinq prochaines années des surplus largement supérieurs aux 32 milliards \$ annoncés par le ministre Flaherty.** »

saires. La récente mise à jour du rapport du Comité de révision des programmes fédéraux démontre qu'un ménage de ses finances permettrait de dégager une marge de manœuvre bien plus grande. Les dépenses bureaucratiques du gouvernement fédéral ont continuellement augmenté sous les libéraux et les conservateurs au cours de la dernière décennie. Elles ont grimpé de 74,3 % entre 1997-98 et 2006-2007, ce qui est aberrant quand on pense que durant la même période les dépenses au Québec n'ont augmenté que de 49,2 % », a-t-il poursuivi.

IL EST TEMPS QU'ON DÉBATE PUBLIQUEMENT DES SURPLUS FÉDÉRAUX

« L'exercice que nous proposons aujourd'hui a pour but d'inciter à la réflexion sur l'utilisation des surplus fédéraux. Jusqu'ici, le gouvernement fédéral a imposé ses propres priorités, sans aucune forme de consultation. Il a haussé de plus de 12 milliards \$ en six ans les crédits alloués aux dépenses militaires et il accordera d'ici 2012 plus de 1,5 milliard \$ aux pétrolières par le biais de baisses d'impôt. Par ailleurs, il a opté pour un remboursement accéléré de la dette, une pratique qui n'avait pour véritable bénéfice que de satisfaire son obsession de plaire aux gens des banques. C'est ainsi 95 milliards \$ qui ont déjà été affectés au remboursement de la dette au cours des 10 dernières années sans que la population ne soit jamais consultée », rappelle Paul Crête.

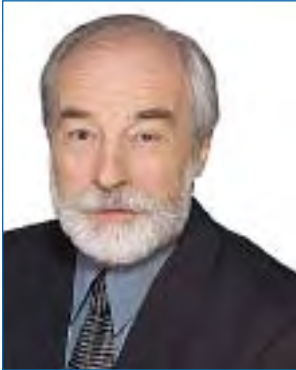
« Le Bloc Québécois a déjà fait état de ses priorités pour l'exercice financier en cours. Nous avons fait état de la nécessité d'investir les surplus de 11,6 milliards \$ anticipés cette année pour les aînés, les travailleurs, l'économie manufacturière, les régions affectées par la crise forestière ainsi que pour l'environnement. Nous avons mentionné également que tout ça est possible en atteignant les objectifs qui ont été fixés pour le remboursement de la dette. Il est temps que les Québécoises et les Québécois aient leur mot à dire sur l'utilisation qui est faite de leur argent. Doit-on poursuivre la lutte au déséquilibre fiscal? Intensifier la lutte à la pauvreté? Rehausser le soutien au développement économique ou encore investir davantage pour nous offrir des outils qui nous permettront de lutter plus efficacement pour la sauvegarde de notre environnement? Voilà quelques-uns des choix qui s'offrent à nous. Le débat public est nécessaire et c'est pourquoi le Bloc Québécois veut susciter ce débat », a conclu Paul Crête. **TdB**

TOURNÉE PRÉBUDGÉTAIRE DU BLOC QUÉBÉCOIS

DATE	VILLE	HEURE
6 DÉCEMBRE	Shawinigan	9 h 00
10 DÉCEMBRE	Gatineau	9 h 00
11 DÉCEMBRE	Cabano	8 h 00
11 DÉCEMBRE	Chicoutimi	13 h 30
13 DÉCEMBRE	Laval	9 h 00
14 DÉCEMBRE	Québec	9 h 00

Les conservateurs refusent la recommandation royale

C-269 n'aura même pas eu la chance d'être soumis au vote



Yves Lessard

Députée de Chambly-Borduas et porte-parole en matière de Ressources humaines

Le gouvernement conservateur a encore une fois démontré son absence totale de compassion envers les travailleuses et les travailleurs qui se retrouvent en situation difficile lorsqu'il a rejeté deux fois plutôt qu'une des initiatives du Bloc Québécois voulant redonner au régime d'assurance-emploi sa véritable vocation, soit celle d'une assurance afin de protéger les travailleurs lors d'un coup dur.

Les conservateurs se sont d'abord opposés il y a un peu plus d'une semaine à un projet de loi du Bloc Québécois proposant la création d'une caisse autonome de l'assurance-emploi afin de mettre fin au pillage de la caisse. Le projet de loi a été défait à l'issue du vote en Chambre en raison de l'opposition massive des députés conservateurs.

Quelques jours plus tard, les conservateurs récidivaient en refusant d'accorder la recommandation royale à un autre projet de loi, le projet de loi C-269, voulant apporter celui-là des bonifications importantes au régime. C-269 proposait notamment une série de mesures s'attaquant au tristement célèbre trou noir, qui fait en sorte que plusieurs travailleuses et plusieurs travailleurs se trouvent aux prises chaque année avec une période où ils sont sans revenu durant une période pouvant aller de quelques semaines à plusieurs mois.

Le porte-parole du Bloc Québécois en matière de Ressources humaines et Développement social et député de Chambly-Borduas, Yves Lessard, n'avait pourtant pas manqué de rappeler que les crises importantes qui secouent l'industrie manufacturière et le secteur forestier démontrent que le système d'assurance-emploi n'est plus

adapté aux besoins des travailleuses et des travailleurs. « Les surplus imposants qui sont réalisés chaque année par le gouvernement fédéral – on parle de 11,6 milliards \$ cette année – nous prouvent qu'Ottawa a les moyens de redresser les choses », a plaidé Yves Lessard.

Tout ça est d'autant plus déplorable qu'une majorité des parlementaires de la Chambre des communes s'était prononcée en faveur des bonifications de C-269. Craignant cette fois d'être défaits, les conservateurs ont simplement décidé de nier à C-269 la chance d'être soumis au vote de la Chambre.

Quand on vous dit que les conservateurs sont prêts à toutes les bassesses pour imposer leur vision de droite... **TàB**

Défense de notre identité nationale

Pour un CRTC québécois



Maria Mourani

Députée d'Ahuntsic et porte-parole du Bloc Québécois en matière de Patrimoine

Notre identité nationale dépend notamment de la force et du dynamisme des créateurs québécois, tout comme l'identité canadienne dépend de celle des créateurs canadiens. Bien qu'imparfait et souvent contesté, le CRTC, organisme de réglementation de la radiodiffusion et des télécommunications, jouait un rôle de protection de la culture. Des décisions récentes du CRTC indiquent un laisser-aller de cet organisme vers une orientation qui favorise les forces du marché au détriment du devoir de la défense des objectifs sociaux et culturels. C'est ce que dénonçaient, lors du gala de l'ADISQ du 28 octobre dernier, 18 regroupements d'artistes et d'entreprises du secteur culturel dont 17 œuvrant principalement au Québec. Ils

demandaient à la ministre du Patrimoine d'utiliser son pouvoir de directive à l'endroit du CRTC pour éviter cette dérive[1].

Or le lendemain, face à cet appel pressant du milieu, la ministre Josée Verner a platement argué que « le CRTC est un organisme autonome du gouvernement »[2].

Pourtant, le 18 octobre, soit onze jours plus tôt, cette même ministre demandait au CRTC de revoir sa décision dans le cas de l'attribution de la licence d'Avis de recherche. Autonome le 29, mais pas le 18... Contradiction ou dissimulation?

Pour un CRTC québécois

« SUITE DE L'ARTICLE EN P. 3 »

« En matière de radiodiffusion, tant à la radio et à la télévision que sur Internet, l'approche que M^{me} Verner défend est définie par les intérêts de grandes corporations, souvent américaines. La ministre traite la culture comme un objet de consommation, alors que le Canada a signé la Convention sur la diversité culturelle. Cette approche "conservatrice" se fera au détriment de la culture et de la nation québécoise que prétend pourtant reconnaître le gouvernement Harper. »

La vérité est clairement apparue lors de l'allocution de la ministre Verner du 6 novembre dernier devant le congrès de l'Association canadienne des radiodiffuseurs. En effet, la ministre y a clairement indiqué son parti pris en identifiant son premier objectif en ces termes : « Nous devons appuyer davantage sur la compétition et les forces du marché ... (sic) ». Elle ajoutait aussi : « Je vous mets au défi de demeurer ouverts au changement, car du changement, il y en aura ! (...) Le statu quo n'est pas une option. Nous devons créer un milieu qui récompense l'excellence. » Elle ne pouvait être plus claire. Elle a dit non à un appel qui venait du milieu culturel québécois et de certains acteurs du milieu culturel canadien (4).

En matière de radiodiffusion, tant à la radio et à la télévision que sur Internet, l'approche que M^{me} Verner défend est définie par les intérêts de grandes corporations, souvent américaines. La ministre traite la culture comme un objet de consommation, alors que le Canada a signé la

Convention sur la diversité culturelle. Cette approche « conservatrice » se fera au détriment de la culture et de la nation québécoise que prétend pourtant reconnaître le gouvernement Harper. D'ailleurs, quelle place a occupé dans son discours du 6 novembre l'idée de la nation québécoise ? Aucune.

Aujourd'hui, les créateurs sont inquiets, et avec raison. Nous ne pourrions pas compter sur la québécutude des députés conservateurs du Québec pour défendre les intérêts de la nation québécoise en matière de radiodiffusion. La ministre Verner en fait la preuve. Avec les conservateurs, le Canada emprunte le chemin de la force du marché plutôt que de la défense des identités nationales. Notre nation ne doit pas être entraînée sur un chemin qui ne la sert pas.

Le Bloc Québécois réitère que, pour soutenir notre culture nationale, il devient urgent que, minimalement, l'application des politiques sur les télécommunications et la radiodiffusion relèvent du gouvernement du Québec, notre gouvernement national, que ce soit lui qui établisse le cadre réglementaire sur son territoire.

IL NOUS FAUT UN CRTC QUÉBÉCOIS, MAINTENANT.

En reconnaissant le Québec comme nation, le pouvoir fédéral se doit de poser des gestes concrets en ce sens. Tous les acteurs politiques du Québec, voués prioritairement à la défense des intérêts du Québec, ne doivent pas rester impassibles devant cette menace à la culture québécoise.


Maria Mourani

Porte-parole du Bloc Québécois en matière de Patrimoine





Les affaires parlementaires

Commission des valeurs mobilières : FLAHERTY S'OBSTINE



Le porte-parole du Bloc Québécois en matière de Finances et député de Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, **Paul Crête**, et le porte-parole adjoint du Bloc Québécois en matière de Finances et député de Jeanne-Le Ber, **Thierry St-Cyr**, ont conjointement dénoncé l'obstination du ministre James Flaherty qui persiste à vouloir imposer une commission des valeurs mobilières unique en dépit de l'opposition claire et unanime de l'Assemblée nationale.

Comme l'expliquent les porte-parole du Bloc Québécois, il n'y a pourtant aucune raison justifiant que les conservateurs se penchent sur l'implantation d'un organisme réglementaire unique, puisque le système actuel s'avère à la fois plus efficace qu'une commission unique et moins coûteux. « L'Assemblée nationale a dénoncé à l'unanimité le projet de mise en place de cette commission et pourtant, voilà que le ministre entend profiter de la rencontre des ministres des Finances prévue le 12 décembre

prochain à Ottawa pour ramener son projet sur la table. Le ministre, tout comme son gouvernement, se moquent ainsi encore une fois des consensus québécois pour tenter de nous imposer leurs vues et leurs intérêts », a dénoncé Paul Crête.

AbitibiBowater : LE PC RÉCOLTE CE QU'IL SÈME



« Le Bloc Québécois déplore le fait que les travailleuses et les travailleurs québécois subissent de plein fouet les effets de l'inaction et de l'indifférence du gouvernement conservateur dans le dossier de la crise forestière. Les suppressions de postes annoncées hier par AbitibiBowater sont une nouvelle et dramatique preuve de la négligence coupable des conservateurs envers la crise forestière et de leur inefficacité en matière de défense des travailleuses et des travailleurs du Québec », a déclaré la porte-parole du

Bloc Québécois en matière d'Industrie et députée de Trois-Rivières, **Paule Brunelle**.

La papeterie AbitibiBowater a en effet annoncé une vague massive de licenciement de 1500 employés dans tout le Canada, dont 700 uniquement au Québec. La ville de Shawinigan est la plus durement touchée, puisque l'usine Belgo qui y est située fermera définitivement ses portes. AbitibiBowater a également décidé de fermer définitivement la machine numéro 3 de l'usine de Gatineau, qui était déjà frappée depuis quelque temps par une mesure de fermeture temporaire. Enfin, l'usine de Donnacona cesse temporairement ses activités.

Droits des réfugiés : UNE ENTENTE À RENÉGOCIER



La porte-parole du Bloc Québécois en matière de Citoyenneté et Immigration et députée de Vaudreuil—Soulanges, **Meili Faille**, souligne que l'entente de réciprocité canado-américaine sur le traitement des réfugiés, c'est-à-dire l'entente sur les pays tiers sûrs, devient caduque à la lumière du jugement rendu il y a quelques jours par le juge Michael Phelan. Elle demande donc que cette entente soit renégociée dans le but de respecter la Charte canadienne ainsi que les conventions internationales sur le traitement des réfugiés.

« Le jugement rendu par la Cour fédérale doit nous amener à réévaluer l'entente de réciprocité canado-américaine, puisque les États-Unis ne peuvent plus être considérés comme un pays tiers sûr. Il est clair que cette entente ne tient plus à compter du moment où les tribunaux fédéraux conviennent que les États-Unis contreviennent aux conventions internationales auxquelles le Canada a adhéré en ne s'assurant pas de la sécurité des réfugiés qu'ils déportent. Le ministre des Affaires étrangères doit renégocier afin de s'assurer qu'aucun réfugié ne soit déporté s'il y a danger qu'il soit torturé ou exécuté », a lancé la députée.

Du plomb dans les jouets : QUE FAIT OTTAWA ?



« Ottawa laisse les enfants et les consommateurs courir un risque important avec des produits qui ne rencontrent pas les normes de santé et de sécurité, et qui peuvent notamment contenir des quantités importantes de plomb. Il est complètement aberrant de voir ainsi le gouvernement se soustraire à ses responsabilités », a affirmé la porte-parole du Bloc Québécois en matière de Santé et députée de Québec, **Christiane Gagnon**.

« Qu'attend donc le ministre fédéral de la Santé, Tony Clement, pour resserrer ses exigences de sécurité face aux produits dangereux ? Il est de son devoir d'empêcher la fabrication, la promotion et la commercialisation de tout produit pouvant provoquer des effets nocifs sur la santé. Pour ce faire, le ministre doit décider de la façon dont il pourra imposer le respect des normes canadiennes afin de ne pas mettre en danger la santé et la sécurité des consommateurs », a affirmé Christiane Gagnon.

Problèmes des éleveurs : À QUAND DE L'ACTION D'OTTAWA ?



« Pendant que le ministre de l'Agriculture et Agroalimentaire, Gerry Ritz, poursuit ses propos « jovialistes », les producteurs de porcs et de bovins du Québec ont peine à boucler leur budget. Il est temps que le ministre s'ouvre les yeux et revienne à des considérations fondées sur la vraie vie de nos producteurs agricoles », a affirmé **André Bellavance**, député de Richmond—Arthabaska et porte-parole du Bloc Québécois en matière d'Agriculture et Agroalimentaire.

Le député réagissait ainsi à la déclaration du ministre Ritz au sujet du rapport économique de la Banque TD. « Le rapport reconnaît les efforts des familles agricoles, mais ça n'occulte pas les difficultés vécues dans plusieurs secteurs. On s'attend à plus de rigueur de la part du ministre », a insisté André Bellavance.

Énergie nucléaire : OTTAWA EST SEUL

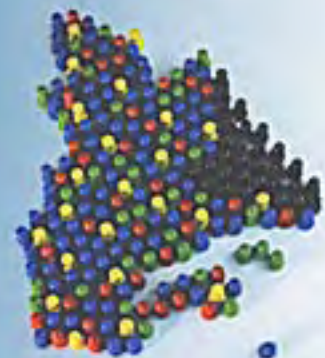


« En acceptant de se joindre au Partenariat mondial pour l'énergie nucléaire, le gouvernement canadien encourage le développement d'une énergie qui pose un énorme problème d'enfouissement des déchets et qui met en danger la sécurité de la population. À l'heure actuelle, il n'existe aucune solution pour éliminer les déchets radioactifs. Et ce qui est par-dessus tout inquiétant, c'est que le gouvernement a adhéré sans aucune consultation ni débat à ce partenariat et qu'il tait délibérément tous les risques liés au nucléaire », a affirmé la porte-parole en matière de Ressources naturelles et députée de Beauharnois—Salaberry, **Claude DeBellefeuille**.

Selon la députée, il s'agit d'un très mauvais message à envoyer à la veille de la conférence sur les changements climatiques à Bali. « Les conservateurs vont se présenter à cette conférence sans aucune crédibilité, notamment à cause de leur plan qui ne comporte aucune cible précise de réduction des GES et qui a même été critiqué par l'ONU. Maintenant, ils essaient de faire croire que le nucléaire permettra de mieux faire face aux changements climatiques. Or, ils ouvrent la porte à une filière dangereuse qui crée des déchets radioactifs encombrants et qui fait courir un risque bien réel à la population » a-t-elle martelé.

**J'INVESTIS
POUR LE QUÉBEC**

Cliquez pour visiter la campagne en ligne





En provenance du parti

MOT DU VICE-PRÉSIDENT

Pour un vrai débat sur l'utilisation des surplus



J'ai déjà mentionné dans mes écrits précédents à quel point je suis profondément convaincu de l'importance de l'action du Bloc Québécois pour représenter les intérêts des Québécoises et des Québécois à Ottawa. Cette semaine encore, j'aimerais vous entretenir de l'une de nos initiatives qui nous touchent toutes et tous et qui me tient d'ailleurs particulièrement à cœur, c'est-à-dire l'utilisation, par Ottawa, des surplus fédéraux.

Comme vous le savez peut-être, la gestion des fonds publics est pour moi une source d'intérêt très spéciale. J'ai personnellement présidé un groupe de travail qui s'est penché de très près sur la gestion par Ottawa des fonds publics et qui continue d'ailleurs de le faire.

Or, l'une des principales constatations qui se dégagent de nos travaux, c'est que les gens ont de moins en moins le contrôle sur l'utilisation qui est faite des surplus budgétaires. C'est particulièrement préoccupant à la lumière de deux aspects : 1- s'ils étaient à peu près inexistantes il y a un quart de siècle, ces surplus sont dorénavant de plus en plus importants du fait qu'Ottawa profite de sources de revenus largement supérieures à ses besoins et 2- Ottawa nage à tel point dans les surplus qu'il ne fait même plus l'effort de faire le ménage dans ses finances.

DES SURPLUS NETTEMENT SOUS-ESTIMÉS

Le principal problème, c'est que les conservateurs, tout comme les libéraux avant eux, ont pris l'habitude de sous-estimer volontairement et radicalement leurs surplus afin de les affecter au remboursement de la dette. Le Bloc Québécois ne s'oppose pas à la vertu, et c'est pourquoi il est d'accord avec le principe d'un remboursement responsable de la dette. Là où nous quittons le bateau, c'est toutefois lorsque l'on affecte le presque totalité des surplus à la dette. Près de 10 milliards \$ chaque année, depuis la dernière décennie, sont ainsi allés automatiquement à la dette, sans que personne n'ait son mot à dire.

Cette année, c'est 11,6 milliards \$ qui seront ainsi disponibles grâce aux surplus fédéraux. Sur les cinq prochaines années, nos études nous montrent que ces surplus seront en vérité de 69 milliards \$ au train où vont actuellement les choses. Ils pourraient même s'élever à quelques 111 milliards \$, si Ottawa mettait en œuvre le plan de rationalisation soumis cette semaine par le Bloc Québécois. Ce plan est possible sans qu'un seul programme ou un seul dollar en transferts vers Québec, ne doive être coupé.

LES MAUVAIS CHOIX DES CONSERVATEURS

Les choix des conservateurs, ce n'est pas très compliqué : hausse sans précédent du budget militaire et crédits faramineux aux pétrolières, en plus, bien sûr, du remboursement de la dette auquel les conservateurs comptaient affecter 10 milliards \$ cette année.

DES BESOINS CRIANTS

Pourtant, est-il besoin de souligner à quel point les besoins sont immenses pour nos travailleurs âgés victimes de licenciement massif, pour nos travailleurs de l'industrie forestière, ou encore ceux des industries manufacturière qui vivent une crise sans précédent? Est-il besoin de rappeler que des milliers de travailleuses et de travailleurs se trouvent chaque année sans revenu, parce que le gouvernement fédéral a accaparé la caisse d'assurance-emploi qui devait les assurer du minimum nécessaire lors des périodes sombres. Comment ne pas songer au besoin de mettre en place des mesures originales pour venir en aide aux personnes âgées? Qu'en est-il, par ailleurs, du besoin urgent d'adhérer au protocole de Kyoto pour amorcer enfin la lutte aux changements climatiques et, bien-sûr, problème du déséquilibre fiscal?

UN DÉBAT S'IMPOSE

Voilà quelques exemples de réflexions qui méritent toutes d'être examinées soigneusement, parce qu'elles correspondent à nos valeurs, à nos priorités. Mais encore faut-il qu'on ait la chance d'en discuter, car, jusqu'ici, le gouvernement fédéral nous a refusé cette chance. Nous lançons cette semaine nos consultations prébudgétaires. Mais nous voulons aller bien plus loin : nous voulons enfin un véritable débat public sur l'utilisation des surplus issus des fonds fédéraux, afin que cette utilisation soit enfin conforme aux aspirations de la population.

Jacques Léonard

Vice-président du Bloc Québécois

« Pourtant, est-il besoin de souligner à quel point les besoins sont immenses pour nos travailleurs âgés victimes de licenciement massif, pour nos travailleurs de l'industrie forestière, ou encore ceux des industries manufacturière qui vivent une crise sans précédent? »

Le mémoire *Bâtir le Québec ensemble* reçoit une fois de plus un accueil des plus chaleureux

C'est dans une petite salle du Mondo resto-bar à Sherbrooke, le 29 novembre dernier, que Vivian Barbot, députée de Papineau et Jacques Léonard, vice-président du Bloc Québécois, en présence des députés de Sherbrooke Serge Cardin, et de Compton-Standstead, France Bonsant, ainsi que de moi-même, avons présenté le mémoire *Bâtir le Québec ensemble* à une bonne vingtaine de Québécoises et de Québécois d'origines diverses.

Le mémoire du Bloc Québécois que nous présenterons à la Commission Bouchard-Taylor sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles le 11 décembre prochain a été très bien reçu par les membres des groupes ethnoculturels et ce, aussi bien à Montréal qu'à Sherbrooke. Pour ces personnes, le Bloc Québécois fait encore une fois preuve d'ouverture et affiche sa compréhension des enjeux liés à l'intégration. La plupart d'entre eux partagent les valeurs identifiées par le Bloc Québécois, telles que l'égalité des hommes et des femmes, le français comme langue officielle et langue publique commune, la démocratie, les droits fondamentaux, et la laïcité. Ce sont ces valeurs qui les ont incités à venir vivre au Québec.

Tout comme le Bloc Québécois, ces citoyens soulignent également le problème de devoir parler l'anglais pour obtenir un emploi. Ils reconnaissent eux aussi que les discours pratiqués par les deux gouvernements découlent d'approches d'intégration contradictoires et déplorent l'incohérence entre les messages véhiculés par le multiculturalisme canadien et l'interculturalisme québécois. Les Québécoises et les Québécois consultés par les porte-parole du Bloc Québécois ont fait connaître leur attachement au modèle interculturel québécois. Rappelons que l'interculturalisme prône un échange entre les cultures pour favoriser la connaissance de l'autre plutôt qu'un repli des différentes communautés sur elles-mêmes, comme le favorise le modèle canadien.



Lydia Gagnon, Présidente de la Commission de la citoyenneté par intérim, en compagnie d'un citoyen.

La majorité de ceux et celles qui a assisté à la présentation a fait remarquer que l'intégration passe d'abord et avant tout par l'accès au marché du travail et par la reconnaissance des compétences. C'est dans l'espoir de vivre comme la majorité des Québécoises et des Québécois qu'ils sont venus s'établir ici.

Sur les quelque soixante-dix personnes rencontrées, plusieurs se sont dites prêtes à collaborer avec la Commission de la citoyenneté du Bloc Québécois pour une meilleure compréhension des enjeux et des questions liées à la citoyenneté.

» VOIR PAGE SUIVANTE



De gauche à droite : la députée **Vivian Barbot**, le vice-président du Bloc Québécois, **Jacques Léonard** ainsi que **Lydia Gagnon** sont attentifs aux propos du député de Sherbrooke, **Serge Cardin**.

CONGRÈS NATIONAL**3 au 5 octobre 2008
à Saint-Hyacinthe****Le Tour du Bloc**LE BULLETIN DE LIAISON OFFICIEL
DU BLOC QUÉBÉCOIS3730, boul. Crémazie Est, 4^e étage,
Montréal (Québec) H2A 1B4Téléphone : 514 526-3000
Télécopieur : 514 526-2868

Faites-nous part de vos assemblées, activités de financement et de circonscription, et autres. Pour ce faire, vous devez nous transmettre la nature, la date, le lieu, l'heure, les personnalités présentes et la personne responsable de l'événement. L'information doit parvenir à la direction des communications **au plus tard le lundi précédant la parution, 17 h.**

Vous devez obligatoirement envoyer vos renseignements par courriel à **Annie Leclerc**, leclea@parl.gc.ca.

**Jacques Léonard** à l'écoute d'un citoyen.**Vivian Barbot** en compagnie d'une participante.

La prochaine présentation du mémoire *Bâtir le Québec ensemble* aura lieu à Québec, le jeudi 6 décembre. Au vice-président du Bloc Québécois, Jacques Léonard, s'ajouteront la députée de Québec Christiane Gagnon, ainsi que moi-même. Une vingtaine d'intervenants en intégration ont aussi été invités pour l'occasion.

C'est donc avec joie que la Commission de la citoyenneté du Bloc Québécois enrichit sa réflexion avec des Québécoises et des Québécois d'origines diverses.

Lydia Gagnon

Présidente de la Commission de la citoyenneté par intérim

**France Bonsant** qui échange avec quelques participants.**PRÉSENTATION DU MÉMOIRE
BÂTIR LE QUÉBEC ENSEMBLE**

Date: 6 décembre
Heure: 19 h 00
Lieu: Québec

Complexe Jacques-Cartier
320 rue St-Joseph est